

Commission on Nomadic Peoples

“A la frontière du Nomadisme Mongol”

Gervais Lavoie

Nomadic Peoples, Number 17, February 1985

The Commission on Nomadic Peoples of the International Union of Anthropological and Ethnological Sciences (IUAES) is collaborating with the Ford Foundation to digitize, preserve and extend access to the journal of *Nomadic Peoples*. For more information regarding the journal *Nomadic Peoples* visit the Commission on Nomadic Peoples website at www.nomadicpeoples.info and the Berghahn Books website at www.berghahnbooks.com

A LA FRONTIERE DU NOMADISME MONGOL

par Gervais Lavoie

Introduction

Pendant la saison estivale, c'est par centaines que touristes, étudiants et jeunes aventuriers gagnent les steppes mongoles, à la recherche d'une sensation de liberté inspirée par les vastes étendues désertes, les chevaux sauvages et les nombreux cavaliers venant de nulle part. Pour ces citadins en quête d'évasion, nomadisme et Mongols évoquent l'harmonie complète entre l'homme et la nature. Ils signifient mouvement, changements, renouvellement. En somme, autant de phénomènes absents de la routine quotidienne de la vie en milieu urbain.

Une fois de plus, tourisme et écologisme se rencontrent au carrefour d'une illusion qui est bien loin de la réalité. Naturalistes et aventuriers y trouvent leur compte de rêves et de chimères, tandis qu'au jour le jour, les pasteurs mongoles résistent tant bien que mal aux pressions de plus en plus fortes du modernisme, de l'urbanisation et de l'agriculture. Pour eux il s'agit d'une confrontation longue de plus de 300 ans et dont les premiers témoins sont ces temples lamaïstes restaurés pour le bon plaisir du visiteur de quelques heures. Ces temples érigés au milieu des steppes et sur lesquels il suffit d'arrêter son regard quelques instants pour que surgissent d'elles-mêmes une multitude de questions sur le sort des pasteurs mongoles. Des questions aussi simples que combien sont-ils? Mais, qui de fil en aiguille vous mènent à des interrogations plus complexes, sur leur passé et leur devenir?

Ce que ce texte tentera de faire, c'est de jeter à nouveau un regard sur cette communauté d'éleveurs nomades, communauté dont les traditions remontent à plusieurs centaines d'années, mais dont le souvenir échappe lentement aux jeunes générations. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas d'un "regard nouveau" ou d'un "nouveau regard", mais plutôt de la continuité d'études et d'analyses qui datent déjà de la fin des années 40 et dont on n'avait pas pu faire le suivi faute d'accès. En effet, pour des raisons sur lesquelles nous ne reviendront pas ici, la Mongolie intérieure est restée dans l'ombre des études ethnologiques et autres pendant plus de 30 ans. A l'époque, des auteurs tel qu'Owen Lattimore nous avaient habitués à voir la Mongolie intérieure comme un site important sur la carte de peuples nomades du monde, après quoi ce fut le silence.

Plus récemment, D. Rosenberg (1981: 23-39) brossait un tableau général des dernières transformations socio-économiques des pasteurs mongoles de la République populaire de Mongolie (Mongolie extérieure). En termes généraux, Rosenberg parle des résultats positifs de la collectivisation, d'une répartition plus égalitaire des produits du travail et de l'amélioration des conditions de vie de la grande majorité des pasteurs: "For the pastoral nomads in particular, collectivization has had positive outcomes: a high standard of living (for Asia), opportunities to retain a nomadic pastoral lifestyle or to enter another sector of production, extensive opportunities for post-secondary education, a remarkable system of human services and social security, assistance in meeting the vicissitudes of pastoral existence in

extreme conditions, and relatively egalitarian socio-economic relations."² En Mongolie intérieure, le phénomène de collectivisation des années 50-60 n'a malheureusement pas donné des résultats aussi positifs que ceux décrits par Rosenberg chez leurs voisins du nord. Au contraire, pour les nomades de Mongolie intérieure, la collectivisation y est souvent associée à une diminution générale de revenu, à une mauvaise gérance des pâturages ainsi qu'à une perte de contrôle sur les services sociaux par la population locale. A quoi doit-on de tels écarts et quelles sont les raisons qui font que pour un même phénomène, on arrive à des conclusions aussi différentes? Les réponses sont multiples. Parmi celles-ci, notons d'abord la différence marquée au niveau de la composition ethnique des deux régions. Alors que la Mongolie extérieure est presque entièrement peuplée de Mongols, la Mongolie intérieure est majoritairement composée de Hans (chinois) soit près de 90% de la population totale. Conséquemment, tandis qu'en Mongolie extérieure la pratique du nomadisme est encore très répandue, en Mongolie intérieure, au moment de la collectivisation, il s'agit d'une pratique minoritaire, dont vivent un peu moins de la moitié des Mongols. Enfin un des facteurs les plus importants est sans doute le fait que tandis qu'en Mongolie extérieure les politiques gouvernementales sont créées et mises en place par des Mongols, en Mongolie intérieure, il s'agit d'un processus initié par les autorités hans dont l'intérêt premier est la création de coopératives agricoles, sur la base d'une pratique sédentaire.

Si on devait s'en tenir à ces trois facteurs, force serait de conclure que l'élément principal de la réussite ou de l'échec de la collectivisation chez les nomades mongols au nord (Mongolie extérieure) et au sud (Mongolie intérieure) de la frontière est étroitement lié au pouvoir politique des populations, à savoir: la capacité pour les nomades de contrôler et de définir le processus par lequel doit passer leur propre collectivisation. Mais même si cette proposition peut paraître acceptable a priori, elle ne saurait être complète sans une explication des mécanismes et du processus qui engendrent ce même pouvoir politique. Dans le cas de la Mongolie extérieure, D. Rosenberg nous en a déjà donné un aperçu, voyons maintenant comment s'est effectué la collectivisation des pasteurs de Mongolie intérieure et jusque dans quelle mesure on peut en attribuer l'échec à "l'aliénation politique" des Mongols de Mongolie intérieure.

Avant d'entrer dans le vif du débat, ajoutons tout de suite pour le bénéfice du lecteur, qu'à l'heure actuelle, le gouvernement chinois est le premier à admettre que sa politique de collectivisation, autant chez les nomades mongols que chez les agriculteurs hans, ne fut qu'une suite d'échecs. Ceux qui ont suivi l'actualité chinoise savent que ce changement est d'abord le résultat de l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping et de sa ligne pragmatique. Pour les autres, contentons-nous de dire que depuis 1980, l'organisation des pasteurs mongols a subi de profonds changements. On est maintenant à l'heure de la décollectivisation et du retour à une forme d'économie familiale. Ce nouveau mouvement mériterait à lui seul toute une étude. Jusqu'à maintenant personne n'a malheureusement eu l'occasion de se pencher sur cette question et il est à espérer que l'examen des problèmes soulevés par la collectivisation, tel que proposé dans ce texte, permettra de dégager les grands traits d'une réflexion ultérieure sur les motifs de ce retour en arrière.

Contexte politique

A l'inverse de leurs voisins du nord, le contexte géo-politique des pasteurs mongols de Mongolie intérieure s'apparente de près à celui de la plupart des communautés pastorales du monde. Comme elles, ils occupent un territoire frontalier et sont fortement minoritaires dans un pays où les institutions et l'appareil d'Etat sont modelés sur la base d'une longue tradition d'agriculteurs sédentaires. Ayant profité d'une protection territoriale pendant plusieurs centaines d'années grâce à leur prestige militaire, l'avènement du modernisme industriel va rapidement briser la suprématie mongole et accélérer le processus de sédentarisation des éleveurs mongols, déclenché par la dynastie des Qing, il y a un peu plus de 300 ans.

Brièvement rappelons que conscient du danger que représentait la présence d'un peuple de nomades au nord de sa frontière, l'empire mandchou ne sera pas long à réagir et à concevoir du même coup toute une politique de sédentarisation, accompagnée d'une colonisation graduelle des territoires mongols. C'est par le biais du lamaïsme (adaptation mongole du bouddhisme tibétain) et de la rente foncière que cette première pénétration s'effectuera. Graduellement, le territoire mongol sera subdivisé en deux provinces, la Mongolie du nord et la Mongolie du sud. Sous les pressions politiques et militaires de l'époque, plusieurs pasteurs de la Mongolie du sud se convertiront graduellement à l'agriculture et quelques-uns au commerce.

En 1911, l'arrivée au pouvoir du nouveau Parti nationaliste marque le début d'une nouvelle période de désintégration sociale et économique des pasteurs mongols. Pendant que la Mongolie extérieure (Mongolie du nord) vit sa propre révolution socialiste et qu'elle accède au statut de République, la Mongolie intérieure (Mongolie du sud) tombe aux mains des "seigneurs de la guerre". Son territoire est graduellement grugé par les provinces limitrophes à l'est et à l'ouest, de sorte qu'à la fin des années quarante, un demi-million de pasteurs mongols se retrouvent cantonnés aux limites septentrionales de la Chine.

Lors de la création de la "Région autonome de Mongolie intérieure" en 1947 le Parti communiste chinois (PCC) hérite donc des résultantes d'un long processus d'intégration, de sédentarisation et d'assimilation des Mongols par les Hans, dont les trois principales composantes sont: 1- Une région où la population est composée à 30% de Mongols et à presque 70% de Hans; 2- Une région où les pasteurs mongols sont eux aussi minoritaires à l'intérieur de leur propre communauté et; 3- Une région où l'élite économique et politique est divisée entre des intérêts nationalistes et des intérêts pro-communistes chinois, représentés par une minorité fortement hanisée et en faveur de l'industrialisation de la région.

La région autonome de Mongolie intérieure

Compte tenu de ces trois réalités, la création de la Région autonome de Mongolie intérieure (RAMI) apparaît, à première vue, comme un anachronisme historique et l'on est même en droit de se demander ce qui a réellement motivé le PCC à créer cette région dite "autonome mongole", dans des conditions où même la présence mongole est minoritaire? Retenons pour les besoins de ce texte

que cette impression est trompeuse et que contrairement à ce que l'on serait tenté de croire, la création de la RAMI est avant tout une concession du PCC devant la force des luttes acharnées du peuple mongol pour la reconnaissance de son autonomie.

Ce qu'il est cependant important de retenir en ce qui concerne les pasteurs mongols, c'est que 1947 marque un changement majeur par rapport à leur statut passé. Du jour au lendemain ils passeront de statut de représentants d'un mode de vie en voie d'extinction, à celui de groupe le plus représentatif d'une minorité, reconnue comme telle grâce à une structure administrative et juridique et un droit territorial.

Légués aux oubliettes de l'histoire et considérés comme marginaux depuis plusieurs décennies par les autorités chinoises, la création de la RAMI vient d'un coup revaloriser les pasteurs mongols. Comme l'ensemble de la population mongole, ils jouissent dorénavant d'un statut politique reconnu et, bientôt, d'un système juridique en leur faveur. Mais il ne faut pas se méprendre sur les intentions du nouveau gouvernement de Beijing (Pékin), qui en agissant de la sorte, a bien l'intention d'exercer, lui-aussi, un meilleur contrôle sur l'ensemble de leurs activités.

En d'autres termes, la création en 1947 de la RAMI aura des effets à la fois négatifs et positifs sur la communauté des pasteurs mongols. Elle leur permettra d'une part de profiter d'un nouveau statut politique, économique et juridique, à l'intérieur de la société chinoise contemporaine, et à l'intérieur de leur propre communauté, compte tenu de la spécificité de leur mode de vie. En effet, dans le nouveau contexte d'après 1947, les pasteurs mongols deviendront vite le symbole vivant du mode de vie traditionnel des mongols et par le fait même, un point de référence important de toute la communauté dans sa lutte pour le droit à l'auto-détermination. Il est cependant facile de comprendre, d'autre part, les effets négatifs de ce nouveau statut de minorité subordonnée aux intérêts de l'ensemble de la communauté mongole, et plus encore, de la communauté chinoise qui, a priori, est de tradition agricole et sédentaire. En résumé, l'avènement du communisme chinois sera le point de départ d'une nouvelle forme de marginalisation pour les éleveurs mongols. Bien que valorisés en tant que représentants véritables d'une autre culture, ils se verront aussi soumis aux impératifs de l'ensemble de la société chinoise, ce qui leur vaudra entre autres de suivre, volontairement ou non, le mouvement de collectivisation imposé dans le reste du pays.

Planifications économiques et sociales du PCC

En 1947, le PCC a trois politiques avouées concernant l'avenir de la RAMI. Premièrement, la socialisation des moyens de production, c'est-à-dire la prise en charge par l'Etat des entités et organismes économiques de la région. Deuxièmement, l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques de la région pour l'industrialisation du reste du pays. Et troisièmement, la rentabilisation des activités de l'élevage par l'introduction de techniques modernes et par la création de l'infrastructure industrielle nécessaire à la transformation des produits de l'élevage (tanneries, abattoirs, filatures, routes, etc.). En réalité, il s'agit là de trois des composantes d'un programme global de "modernisation" de la Chine et

dont l'effet premier, en ce qui nous concerne, est l'intégration de l'économie pastorale comme élément de la planification d'État, ou inversement, sa disparition comme mode de subsistance.

Pour des raisons économiques et politiques, la nouvelle bureaucratie de Beijing ne peut se permettre de laisser les pasteurs mongols continuer de mener une existence en marge de la société, les laissant vivre au jour le jour au rythme d'une économie d'autosuffisance. L'industrialisation du pays suppose et même exige que l'on ait un meilleur contrôle sur ces populations, de plus, elle permet d'en rentabiliser la production. C'est dans cette optique politico-économique que le PCC déclenchera, en 1949, le mouvement de collectivisation chez les pasteurs mongols. Politiquement, la collectivisation des pasteurs mongols fait partie d'un ensemble de mesures visant à homogénéiser les structures sociales de toutes les nationalités (communautés ethniques) du pays, dans l'espoir de les voir se fondre les unes dans les autres à plus long terme. Économiquement, c'est la rentabilisation d'un secteur primaire de l'économie et le transfert des surplus de l'élevage vers l'industrie.

Le texte qui suit tentera de mettre en lumière ces deux aspects du phénomène de collectivisation. Premièrement, l'aspect politique, par l'examen du processus de collectivisation dans les zones dites "moitié-moitié" où le Parti tentera de pallier aux différences ethniques et autres par l'application d'une politique dite de "l'égalité des nations". Nous verrons d'ailleurs qu'une des premières résultantes de cette pratique sera l'augmentation des tensions ethniques entre Hans et Mongols. Deuxièmement, l'aspect économique, par l'examen du processus de collectivisation chez les pasteurs nomades des steppes mongoles et le développement simultané de l'infrastructure industrielle de la région.

Les zones dites "moitié-moitié"

Les zones "Bang-nong Ban-mu" (moitié-moitié) sont des zones tampons qui se retrouvent entre les régions agricoles proprement dites et les pâturages mongols. En 1962, on évalue leur superficie totale à 19,3% du territoire de la RAMI dont 66% sont réservés aux fermes d'élevage, ce qui représente 22,1% du territoire alloué à l'élevage de toute la région. Pour la même année on y enregistrera une population de 3,56 millions, soit 30,8% de la population totale dont les éleveurs ne comptent que pour 200 000. La présence de l'agriculture permet en outre un élevage plus intensif que dans les steppes de sorte que, proportionnellement parlant, 31% de toutes les bêtes de la région se retrouvent dans les zones "moitié-moitié" qui ne couvrent qu'un peu plus que 1/5 du territoire. Au niveau de l'organisation économique, l'étendue de la multitude des mouvements de migration que la région a connue, fait qu'elle présente à peu près tous les éventails possibles de combinaison, partant de zones majoritairement agricoles et hans, jusqu'à des zones presque entièrement vouées à l'élevage et peuplées de Mongols. Généralement parlant, on peut assurer que la densité de population ainsi que le rapport entre les populations han et mongole va en décroissant plus on s'éloigne de la zone agricole. Dans le comté de Zhelimu, par exemple, la population mongole passe de 24% à 64% des districts du sud aux districts du nord, tandis que dans les districts situés dans les environs de la ville de Tongliao, la population mongole ne représente que 3 à 6%. Enfin, dans la majorité des cas, il n'est pas possible de délimiter des endroits précis où se pratique une forme d'économie plutôt qu'une autre, sauf dans le cas du comté de

Zhaowuda, où il existe une séparation nette entre les villages d'éleveurs et les villages d'agriculteurs. Dans le reste des comtés, éleveurs et agriculteurs cohabitent dans le même village, bien que la différenciation ethnique continue d'exister. Ainsi, dans les quelques villages que nous avons visités, en 1980, il existait toujours une démarcation entre les éleveurs et les agriculteurs et dans un cas précis, nous avons même pu remarquer que Han et Mongol occupaient chacun une extrémité du village, les Mongols comprenant le putong-hua (mandarin), mais utilisant leur langue maternelle entre eux.

Dépendant des conditions économiques, parallèlement à ce qui a été énoncé, il existe deux formes d'organisation de l'élevage. Premièrement, dans le cas où les conditions naturelles sont généralement bonnes et où une source d'eau permet l'irrigation, on y limite alors le déplacement du bétail afin de protéger les terres arables. Le cheptel est confiné aux étables, tandis qu'on y stocke la nourriture dans des granges. Deuxièmement, là où les pâturages sont plus pauvres et l'irrigation impossible, les bêtes sont dirigées vers des pâturages plus éloignés l'été et l'automne (jusqu'à 200 km du village, mais généralement dans un rayon de 15 à 25 km), pour revenir près des villages l'hiver et le printemps. Enfin, à ces deux types d'organisation viennent s'ajouter quelques activités secondaires, telles que le tannage des peaux ou encore l'exploitation forestière qui, dans la majorité des cas, compte pour 20% du revenu de toute la coopérative.

C'est en 1952 que le PCC lance le mouvement de coopération dans les zones dites moitié-moitié, et sa stratégie de base comprenait les 6 points suivants:

- 1- Sélectionner les bêtes d'élevage;
- 2- Redistribuer les terres et les bêtes de somme comme moyen de production et indemniser les propriétaires;
- 3- Laisser aux membres de la coopérative un petit nombre de bêtes pour l'élevage tout en tenant compte des besoins particuliers des Mongols, à qui on doit donner au moins un cheval et plus de vaches et de moutons qu'on n'en laisse généralement aux Hans;
- 4- Faire l'inventaire de la main-d'oeuvre affectée à l'élevage et la redistribuer en fonction du nombre de fermes;
- 5- S'assurer que le revenu des éleveurs mongols s'élève proportionnellement à l'augmentation de la production de l'élevage;
- 6- Unir l'élevage et l'agriculture pour qu'ils puissent bénéficier l'un de l'autre et qu'ainsi, le revenu des membres de la coopérative augmente.² (Trad. G.L.)

De fait, toute la politique de PCC à l'égard des zones moitié-moitié se résume dans le point 6, c'est-à-dire l'union des deux économies dans le but de créer des coopératives mixtes où, idéalement, l'une des activités profite à l'autre. Quant à la méthode elle est résumée dans les cinq autres points et il s'agit de pouvoir lire entre les lignes pour comprendre que les zones moitié-moitié ont d'abord été conçues afin de transformer l'économie des éleveurs en une économie agro-pastorale.

Notons d'abord l'incohérence des deux premiers points à propos des bêtes de somme, puisqu'une connaissance élémentaire du monde d'élevage mongol permet de savoir qu'il n'existe, à toutes fins pratiques, aucune bête de somme dans le cheptel des Mongols et que les seuls moments où un boeuf tire une charge, c'est lors des migrations estivales ou encore, lors de l'approvisionnement en eau potable pour la famille. En conséquence il devient évident que cette directive ne peut que servir les agriculteurs qui ont un grand besoin de bêtes de somme lors du labour du printemps et pour le transport en général. Les critiques mongoles sont d'ailleurs très éloquentes à ce sujet et plus d'une plainte parviendra aux administrations des districts sur les abus des agriculteurs hans, se permettant de choisir des bêtes au hasard lorsque bon leur semble et les remettant dans un état lamentable lorsque les travaux de labour ou de transport sont terminés. Ces plaintes nous apprennent aussi que lorsque c'est au tour de la coopérative de prendre possession des bêtes, le prix offert pour le bétail est souvent considéré par les Mongols comme en deça de sa valeur réelle, si bien que plusieurs refusent tout simplement de vendre les bêtes, préférant les consommer une à une plutôt que de se voir forcés de les céder à la coopérative. Dans d'autres cas, on rapporte que le bétail pourra être vendu, sauf que cela n'empêche pas l'éleveur de le considérer comme sien et d'en abattre régulièrement pour sa propre consommation, faisant fi des lois de la coopérative. Conséquemment, la diminution du cheptel, liée aux mauvais traitements subis par les bêtes au moment où elles sont utilisées pour les labours ou toute autre activité agricole, entraînera une baisse substantielle de revenu chez les Mongols, qui auront vite fait d'attribuer ce "mauvais sort" aux Hans, puisqu'en général, c'est vers eux que se fait le transfert de bétail. Cette antipathie sera cependant réciproque, car les Hans continueront de jalouser les Mongols pour les faveurs spéciales qu'on leur accorde, dont celle de garder plus de bêtes, tout en profitant des mêmes avantages que le reste des membres de la coopérative.

La situation ne fera qu'aller de mal en pis, quand on arrivera à la redistribution de la main-d'oeuvre et des tâches de travail. Toujours sur la base du principe de "l'égalité des nations", les cadres feront un effort tout particulier pour s'assurer que Hans et Mongols participent aux mêmes travaux de façon équitable. Or, si cette politique vise à transcender les origines ethniques, elle ne peut transformer les antécédents culturels et surtout les spécialisations techniques de chacune d'elles, si bien que les résultats seront désastreux à tous les niveaux. Les Hans se révéleront de piètres éleveurs et enregistreront des pertes importantes de bétail tandis que les Mongols de piètres agriculteurs, se fatigant vite au travail des champs et diminuant d'autant la productivité. Les plaintes ne tarderont donc pas à envahir les bureaux d'administrations locaux, où d'un côté les Mongols accuseront les Hans de maltraiter le bétail, tout en soulignant leurs désavantages dans les travaux des champs, puisqu'ils n'arrivent pas à accumuler autant de points travail que les Hans et qu'ils se retrouvent avec des revenus beaucoup plus bas. Tandis que de l'autre côté les Hans se plaignent de l'improductivité des Mongols, qu'ils attribuent à leur paresse et dont la conséquence est de diminuer le revenu de tous les membres de la coopérative, tout en soutenant que le bétail fourni par ces derniers était en mauvaise condition. Comme on le voit, la politique de "l'égalité des nationalités" n'est pas arrivée à diminuer le fossé qui séparait les Hans des Mongols. Bien au contraire, le mouvement de collectivisation dans les zones moitié-moitié a augmenté les tensions inter-ethniques, ranimant de vieilles querelles et d'anciens préjugés.

Mais, il ne faut pas s'étonner qu'une politique visant à rapprocher deux groupes ethniques qui diffèrent autant par leurs coutumes que leurs modes de vie

produisent inmanquablement des antagonismes et réaniment d'anciennes rivalités. Ce qui est plus difficile à comprendre, par contre, ce sont les raisons qui motivent le PCC à promouvoir un tel projet, malgré sa faiblesse politique. Concrètement parlant la question reviendrait à se demander comment il se fait que le PCC passe par la transformation de l'économie pastorale en une économie agro-pastorale pour réaliser "l'union des nations"? Ne pourrait-il pas la réaliser autrement, en respectant chacune des activités économiques des communautés impliquées? La réponse à ces deux questions nous est donnée par une étude de l'Institut des sciences appliquées de Chine. Etude menée en 1956 et qui montre clairement que les revenus sont supérieurs dans les districts où domine l'élevage et vont en décroissant lorsque l'agriculture occupe une place plus importante. De façon plus précise, cette étude indique que:

- 1- Dans le comté du Hulunbeir, pour quatre districts où l'élevage compte pour 95,98% et l'agriculture pour 4,02%, le revenu moyen par personne est de 560,6y par année;
- 2- Dans les comtés de Zhelimu où les districts du sud ont été choisis en fonction d'une économie moitié-moitié, soit 52,11% pour l'agriculture et 40,01% pour l'élevage, le revenu moyen par éleveur est de 744y par année, tandis qu'il est de 410y pour les agriculteurs;
- 3- Dans le comté de Zhaowuda où l'élevage compte pour 55% et l'agriculture pour 35%, le revenu moyen par éleveur est de 234,5y par année contre 108,5y pour les agriculteurs;
- 4- Toujours dans le comté de Zhaowuda, mais dans un district à l'ouest où on y pratique l'économie mixte à dominance agricole, c'est-à-dire, 74,49% pour l'agriculture et 21,83% pour l'élevage, le revenu moyen par personne est de 89,7y par année;
- 5- Un dernier district dans la banlieue de la ville de Tongliao où l'agriculture domine dans une proportion de 73,9% contre 11,95% pour l'élevage. Le revenu moyen par personne y est de 253,1y par année.

Il en ressort donc clairement qu'en plus d'aller chercher les bêtes de somme longuement convoitées, les agriculteurs hans devaient théoriquement réussir à augmenter leurs revenus de façon assez substantielle, de sorte que l'on voit maintenant plus clair dans le jeu de PCC qui derrière le grand principe de "l'égalité des nations", cherchait aussi à exercer un transfert de revenus au détriment des pasteurs mongols. Cette hypothèse est d'ailleurs renforcée lorsque l'on constate que l'écart entre les zones d'élevage les plus riches et les zones agricoles les plus pauvres est de 5 pour 1. Afin d'opérer une meilleure redistribution des revenus, le gouvernement aura décidé de joindre les deux types d'économies. Malheureusement, les pasteurs mongols en feront les frais et à cet égard on peut même dire qu'ils sont les premières victimes de cette croyance populaire de l'époque qui les décrit comme les mieux nantis de la région, ne sachant trop que faire de l'argent que le gouvernement leur donne.

Il existe en effet plusieurs récits populaires où l'on décrit avec beaucoup d'humour les aventures de l'éleveur mongol au cours d'un périple à travers les marchés populaires et les magasins d'Etat. Ceux-ci s'apparentent de très près au genre de récits que l'on entend à propos des Amérindiens qui rafflent les

comptoirs ou les boutiques des pourvoyeurs en se procurant des biens qui, la plupart du temps, ne leur sont d'aucune utilité. Les récits populaires sont cependant trompeurs quant à l'évolution de la réalité. Ainsi, pour les pasteurs des zones dites "moitié-moitié", la situation ne fera qu'aller de mal en pis. Devenus salariés de l'Etat à la fin des années 50, ils devront rapidement se convertir à un autre rythme de vie, tel que l'exige l'économie agro-pastorale. Très tôt ils abandonneront l'usage de la yourte. Leurs habitudes alimentaires seront considérablement modifiées tandis que la proximité des populations hans viendra influencer fortement certains traits particuliers de leur culture, à commencer par la langue.

Bien que les plus sévèrement touchés, les pasteurs des zones "moitié-moitié" ne seront cependant pas les seuls à subir les conséquences de la collectivisation. Leurs cousins du nord vivant dans des régions où l'agriculture n'a pas encore pénétré, devront eux-aussi suivre le mouvement et avant de tirer des conclusions générales sur l'ensemble du phénomène, voyons comment il a été vécu par les pasteurs des zones d'élevage (selon la terminologie chinoise).

Zones d'élevage

En 1962, la population d'éleveurs s'élève à environ 500 mille personnes, soit 4,3% de la population totale, alors qu'elle occupe 57,72% de la superficie de la région. L'élevage se concentre surtout dans les steppes du Hulunbeir, du Xilinguole, de Chahar, de Zhaowuda, d'Ulanchabu et Yikezhao. A cette époque, la population y est majoritairement mongole, mais elle ne le restera que dans les quelques endroits, où l'exploitation minière et la production industrielle n'auront pu drainer de nouveaux immigrants Hans. Dans 70% des cas, l'élevage est accompagné d'activités parallèles, telles l'agriculture ou l'exploitation forestière, sauf pour les nomades transhumants qui vivent uniquement de l'élevage. Autrement, l'agriculture n'y est pratiquée que sur la base des besoins locaux, tandis que l'exploitation forestière est prise en charge par l'Etat dès qu'elle atteint un taux de rentabilité et ce, à l'échelle nationale. Enfin, les éleveurs tirent quelques revenus d'appoint de la cueillette et de l'artisanat, alors que la chasse est devenue une activité de privilège réservée aux cadres locaux et aux hauts fonctionnaires. L'administration chinoise différencie généralement quatre types d'élevage nomade, semi-nomade, sédentaire, et, l'élevage comme activité secondaire, qu'elle identifie de la façon suivante:

A- Elevage nomade

Bien qu'il représente le mode traditionnel de vie mongole, le nomadisme ne se pratique plus que dans quelques comtés de la Mongolie intérieure; le Xilinguole, au nord du Bayannur, et à l'ouest du Hulunbeir. L'élevage est en fait une réponse aux exigences climatiques de ces régions, caractérisées par de très faibles précipitations annuelles, empêchant toute forme d'exploitation intensive de la couverture végétale. L'éleveur nomade reste donc très dépendant des conditions climatiques; les périodes de sécheresse peuvent, dans bien des cas, amener la perte de tout son cheptel. Avant d'en arriver là, l'éleveur tente en dernier recours, de déplacer son bétail vers l'est, où les précipitations sont généralement plus abondantes, mais cela risque de provoquer un conflit avec les populations locales. Depuis 1947, ces régions sont sans doute celles qui sont restées le plus

à l'abri des changements politico-économiques de la région, à cause de leurs propres contraintes géographiques et climatiques, si bien que l'on peut facilement présumer que la pression démographique ne s'est pas véritablement fait sentir et que l'on compte toujours une moyenne de deux familles par 10 km². Généralement, celles-ci effectuent de trente à cinquante déplacements par année, sur un tracé en cercle qui les ramène à des points fixes d'année en année et d'une circonférence totale de 200 km. Ce type d'organisation remonte d'ailleurs à plusieurs siècles et correspond à la forme la plus rationnelle d'exploiter les faibles ressources de ce milieu, si bien que c'est celle-là même que retiendra l'administration régionale lorsque viendra le temps de créer les premières équipes d'entraide.

B- Elevage semi-nomade

L'élevage semi-nomade se pratique sur l'ensemble de la région. Il consiste principalement en une division saisonnière, où il existe des points fixes pour l'hiver et le printemps, tandis que l'on dirige le bétail vers des pâturages plus éloignés pendant l'été et l'automne. L'utilisation de la yourte est encore généralisée dans ce cas-ci, bien qu'elle s'accompagne souvent d'une résidence en pisé, qui permettra de passer les longs mois d'hiver de façon un peu plus confortable. L'élevage semi-nomade se pratique sur la base d'un regroupement de deux ou trois familles, se partageant les soins d'un troupeau de bovins et d'un troupeau de moutons. Le nombre de bêtes par travailleur est cependant moins important que dans le cas des nomades et se chiffre aux alentours de 30-50. Cette forme d'élevage sera très fortement encouragée par le gouvernement régional, puisqu'elle représente, sans doute, la façon la plus équilibrée de rentabiliser les ressources naturelles. En effet, les déplacements semi-annuels permettent de réduire la surface couverte par les troupeaux de 200 à 100 km², ce qui réduit les risques de maladies et de blessures, tout en protégeant une partie des prairies pour le fauchage et l'engrangement à l'automne. L'hiver, les bêtes les plus faibles et celles qui doivent mettre bas sont protégées par des étables, ce qui diminue le nombre de pertes, tout en augmentant le taux de reproduction des troupeaux. Enfin, le semi-nomadisme sera aussi bien accueilli par les éleveurs nomades, qui ne demandent pas mieux que de se mettre à l'abri des rigueurs de l'hiver.

C- Elevage sédentaire

L'élevage sédentaire se pratique surtout dans le sud de la zone d'élevage. Les conditions naturelles y sont à peu près les mêmes que dans les régions où l'on pratique le semi-nomadisme, sauf qu'à cause de la densité des populations on a dû regrouper les éleveurs en villages de 10 à 20 familles, vivant toute l'année dans des maisons en pisé, ressemblant en tous points à celles des agriculteurs hans. Encore là, il y a accumulation de fourrage d'hiver autour du village, tandis que les zones de pâturage s'étendent dans un rayon de 2,5 à 5 km à l'extérieur, sauf pour les troupeaux de chevaux que l'on gardera dans des pâturages encore plus éloignés. Le nombre moyen de bêtes par personne se chiffre à 30, ce qui explique que déjà en 1958, on rapporte de sérieux problèmes d'érosion et de désintégration des pâturages. A long terme, cela obligera les éleveurs à des déplacements de plus en plus longs pendant les périodes estivales et, déjà en 1962, on rapporte que certains villageois s'éloignent sur des distances de 200 à 300 km.

D- Elevage comme activité secondaire

Cette pratique se rencontre surtout chez les agriculteurs ou les travailleurs des steppes. Ils possèdent en moyenne 5 bêtes par personnes, qu'ils laissent paître sur les pâturages collectifs pendant 2 à 3 mois par année, alors qu'ils continueront à les engraisser à partir de pâtées et de fourrage qu'ils auront eux-mêmes récoltés.

TABLEAU A
DISTRIBUTION DU CHEPTEL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE, 1963

Comté	Nombres de têtes	Nb. d'éleveurs	Nb. de bêtes par éleveur
Total	32 643 484	235 000	139
Hulunbeir	3 497 663	15 900	220
Zhelium	2 587 111	31 200	83
Zhaowuda	5 169 239	60 500	85
Xilinguole	6 247 147	25 000	250
Ulanchabu	4 312 392	37 400	115
Yikezhao	5 296 550	34 300	154
Bayannur	3 815 582	17 700	215
Huhehaote	447 269	4 500	99
Baotou	1 270 531	8 500	149

Collectivisation

Contrairement à l'agriculture, où le système de propriété individuelle permettrait d'identifier assez facilement des classes antagoniques, soit celles des grands propriétaires fonciers et des paysans pauvres et moyen-pauvres, pour ensuite procéder à une redistribution des terres et des biens de production, l'élevage mongol présentait un éventail beaucoup plus élargi de classes sociales, entre lesquelles il était souvent difficile d'établir un rapport d'exploitation. Le seul groupe où il était possible de reconnaître une certaine forme d'exploitation, était celui des "travailleurs indépendants", qui vendaient leur force de travail aux grands propriétaires de troupeaux, à l'aristocratie et aux lamaserias. Le problème, c'est que ceux-ci ne représentaient qu'une minorité, alors que la majorité des éleveurs était regroupée en "familles de producteurs indépendants". Ces familles étaient autosuffisantes dans la plupart des cas et n'avaient à payer aucune redevance pour les droits de pâturage, puisque traditionnellement, la terre a toujours été la propriété collective chez les Mongols. Enfin, tout en haut de l'échelle sociale, on retrouve les grands propriétaires de bétails et les aristocrates, soit 1% de la population pour 10% du cheptel. Ainsi, bien qu'ils emploient des travailleurs indépendants, c'est toujours la valeur et la grandeur de leur cheptel qui les différencient du reste de la communauté, de sorte qu'il est difficile encore une fois de parler d'une classe d'exploiteurs, au sens strict du terme.

En fait, la situation était telle que même si une étude détaillée du système social mongol de la fin des années 40, nous montrerait qu'il y avait un véritable rapport d'exploitation entre tous ces groupes et que la liberté et l'autonomie des "familles de producteurs indépendants" n'y étaient que relatives, ceci n'était pas du tout évident pour les cadres locaux qui arrivèrent à la conclusion qu'il n'existait pas de classe et encore moins de lutte des classes chez les éleveurs. Cette affirmation allait cependant dans le sens contraire de la politique du PCC, qui cherchait à faire disparaître toute forme d'exploitation privée, qu'elle fût ou pas le reflet d'un conflit de classe. Il s'ensuivit donc une confrontation ouverte, entre les autorités centrales et les représentants locaux, confrontation sur les plans idéologiques et politiques, et qui se termina par des concessions de part et d'autre. Les administrateurs locaux furent quand même obligés d'admettre l'exploitation des travailleurs indépendants et durent chercher à améliorer leur sort, en les regroupant entre eux ou en les intégrant à d'autres groupes d'entraide. A l'opposé, les grands propriétaires de troupeaux et une partie de l'aristocratie se virent reconnaître le droit de percevoir un intérêt annuel sur les troupeaux qu'ils devaient vendre aux coopératives, tout en gardant le contrôle de la gérance de leur ancien cheptel par l'intermédiaire de bureaux privés. On en vint donc à une forme d'entente, où la nouvelle organisation sociale, telle que décrite ci-dessous, resta très proche de l'ancienne, bien que l'encadrement administratif fût beaucoup plus serré qu'auparavant.

En 1952, on a donc défini trois formes d'équipes d'entraide, les deux premières étant conçues dans le cadre d'un élevage semi-nomade ou sédentaire la troisième valant pour les pasteurs nomades:

- 1- Les équipes d'entraide sur une base saisonnière. Celles-ci s'occupent de toutes les activités parallèles à l'élevage, soit la construction de grange, d'étable, le fauchage, le clôturage, etc.
- 2- Les équipes d'éleveurs. La majorité des éleveurs s'occupe strictement de la garde du bétail, tandis qu'une partie des membres est affectée à des activités parallèles comme la cueillette, le tannage, le dressage des chevaux, afin d'augmenter les revenus.
- 3- Les équipes d'entraide sur une base annuelle. Celles-ci sont, à toute fin pratique, la réplique des anciennes "familles de producteurs indépendants". Lors d'un séjour de six semaines avec deux de ces familles dans le Xilinguole, il m'a été permis de constater qu'il n'existait que peu de changements dans l'organisation sociale de base. Interrogés sur ce sujet, les éleveurs mongols m'affirmaient que le changement majeur se trouvait au niveau de la perception d'un salaire mensuel et, conséquemment, de la disparition du troc avec les commerçants Hans, bien qu'il existe encore sous une forme réduite. Aucune des personnes interrogées dans cette commune ne pouvait réellement témoigner des affres du passé et généralement parlant, ils avaient beaucoup plus à se plaindre des changements de diètes que leur imposait leur maigre salaire, que des perceptions injustes des anciens princes locaux.

La collectivisation de l'élevage s'amorce en 1952 avec les premiers regroupements de coopératives dans les comtés de Zhaowuda, du Hulunbeir,

d'Ulunchabu et Zhelimu. Encore là, il s'agit d'un processus administratif de regroupement des équipes d'entraide et c'est à cette époque que les grands propriétaires de bétail deviennent les administrateurs de leurs nouveaux bureaux privés, pour lesquels il est spécifié que les revenus qu'ils en retirent doivent leur suffire à combler tous leurs besoins individuels. En 1958, la région compte plus de 70 de ces bureaux privés, ce qui représente la majorité, alors qu'une minorité d'entre eux a été directement incorporée aux coopératives, lorsque l'on n'a pas utilisé leurs terres et leur bétail pour en faire des fermes d'Etat.

Dans un premier temps, la collectivisation ménage donc l'aristocratie civile, mais elle n'en fait pas autant pour les lamaseries et les temples lamaïques, pour qui elle sonne le début de la fin. Au début du mouvement, on dénombre 600 temples et lamaseries, pour une population totale de 20 000 lamas. Le Parti ne leur enlève pas le droit de "croyance", sauf que toute forme de pratique religieuse sera pratiquement bannie. Appuyées par une forte campagne politique et idéologique, les lamaseries seront graduellement dépouillées de leurs troupeaux et bien qu'elles continuent de percevoir un intérêt minime sur la valeur de ceux-ci, elles seront graduellement privées de lamas qui réintégreront le travail manuel en devenant membres à part entière des équipes de production. Une partie d'entre eux viendront aussi grossir les rangs de la cavalerie mongole, laissant aux lamas les plus âgés et inaptes au travail manuel, le soin d'assurer la survie des temples et des lamaseries. Conséquemment, il n'existe, trente ans plus tard, pas plus d'une dizaine de temples et de lamaseries sur les 600 de l'époque, quelques-uns à peine sont occupables, alors que les autres sont dans un état avancé de détérioration. Somme toute, la collectivisation n'a peut-être pas réussi à renverser l'ancienne organisation du travail, mais ses effets sur l'ordre sociale et la religion en particulier auront été des plus néfastes.

Concrètement parlant, la conséquence première de la collectivisation des éleveurs fut l'encadrement administratif et un contrôle plus rigoureux d'une population laissée plus ou moins à elle-même par le passé. Cet encadrement vient remplacer l'ancienne structure de la société mongole. L'aristocratie féodale, la petite bourgeoisie commerçante et l'élite religieuse ont dû céder leur place aux nouveaux représentants de l'Etat. Ce n'est cependant que le début de toute une série de transformations plus profondes qui, à long terme, visent la disparition de toutes les formes rentables de l'économie privée pour les soumettre au contrôle de l'Etat.

Au milieu des années 50, le PCC n'a donc parcouru que la moitié du chemin, puisque, premièrement, les grands propriétaires de bétail et les aristocrates continuent de vivre de leurs intérêts et, deuxièmement, le système de propriété individuelle, soit 1 à 3 vaches et une dizaine de moutons par famille, permet aux éleveurs de conserver une bonne partie de leur surproduction. En réalité, l'obstacle principal à la collectivisation et à l'exploitation systématique de la production par l'Etat, à ce moment-là, ce n'est pas tant le faible niveau idéologique des éleveurs et de l'aristocratie, comme nous le laisse croire la littérature officielle, mais beaucoup plus l'absence totale de l'infrastructure nécessaire à toute planification régionale, l'absence de moyens de communications, de transport, d'usines de transformation, de personnel technique et d'organismes commerciaux.

Ainsi, avant de mener à fond ses projets de collectivisation, l'Etat se doit

d'abord de combler les vides présents dans son infrastructure et il ne tardera pas à le faire, en construisant plusieurs usines de transformation et en injectant des fonds importants dans le domaine de l'élevage, aussitôt les premières équipes d'entraide réunies. A la fin des années 50, c'est la mise en place de cette nouvelle infrastructure qui va ouvrir la voie vers une planification régionale centralisée. En 1959 la région compte déjà 39 usines pour la transformation de la viande, dont deux abattoirs d'une capacité quotidienne de 180 boeufs ou vaches et de 1 200 moutons, situées à Hailar et à Jiding. Elle compte aussi 58 usines de fabrication de lait en poudre, employant 3 800 travailleurs et travailleuses et, enfin 53 filatures. De 1949 à 1959, les investissements totaux dans le domaine de l'élevage s'élèvent à 24,820 millions de yuans alors que les ventes à l'Etat de 1952 à 1958 totalisent 270 millions. Etant donné le faible niveau des investissements, l'élevage est de toute évidence un secteur très rentable pour l'Etat et il devient encore plus intéressant pour ce dernier, d'y pratiquer une organisation rationnelle de la production. Cette organisation sera parallèle au développement industriel, développement qui de lui-même générera l'ensemble de l'infrastructure économique et administrative nécessaire à l'exploitation des ressources naturelles et physiques de la région.

Fort de cette nouvelle organisation industrielle, le gouvernement central ne tardera pas à accélérer sa politique de collectivisation, dans l'espoir d'augmenter la production et d'alimenter ses nouvelles usines de transformations. Profitant de la vague des grands mouvements politiques dont la Révolution culturelle, les agents politiques de la région compléteront le projet de collectivisation tel qu'originellement prévu par le Parti. En moins d'un an, soit du début à la fin de 1966, tous les bureaux privés disparaîtront ainsi que le droit à la propriété individuelle qui pour les pasteurs se traduisaient en un certain nombre de têtes de bétail. Dorénavant démunis de leurs cheptels, les éleveurs ne pourront désormais compter que sur le système de points-travail et, comme les agriculteurs, la plus grande partie de leurs revenus leur sera versée en "grains", alors qu'environ 35% leur sera versé en espèces à la fin de chaque année.

Aussi simples qu'ils puissent paraître, ces changements auront une influence marquée sur le pouvoir d'achat des pasteurs, influence qui à son tour les obligera à modifier considérablement certaines de leurs habitudes. La disparition des bureaux indépendants ainsi que de la propriété privée aura non seulement comme conséquence de diminuer le revenu des éleveurs, mais les privera du même coup des produits de l'élevage.

Ainsi la difficulté pour ces derniers de se procurer de la viande d'agneau et de boeuf aux prix du marché, s'ajoutant au paiement en "grains", aura comme effet de diminuer de beaucoup la consommation de viande chez les éleveurs. De la même façon, le millet grillé tendra à disparaître aussi de leur diète quotidienne, puisque pour des raisons de rentabilité économique, il sera de moins en moins cultivé dans la région. Viendront s'ajouter à cela des modifications dans les habitudes vestimentaires, toujours pour les mêmes raisons, ainsi qu'une nouvelle division du travail où les jeunes seront regroupés en équipes d'entraide, affectées à des travaux complémentaires comme la construction de granges, de routes, la récolte du fourrage d'hiver et conséquemment, de plus en plus distants des tâches liées à l'élevage proprement dit.

Que les pasteurs de steppes se doivent d'acquiescer à ces changements sans

pouvoir y faire quoi que ce soit, ce que cela signifie concrètement, c'est la perte du "droit de gérance" des pasteurs au profit des nouveaux cadres administratifs du Parti et du gouvernement, cadres dont le rôle est de rentabiliser une activité économique au profit de l'Etat. Ainsi les éleveurs se verront imposer de nouvelles normes de production à la hausse, en fonction des quotas annuels fixés par l'Etat et en fonction des capacités d'absorption des nouvelles usines de transformation. Plus souvent qu'autrement, ils seront peu informés des nouvelles mesures décrétées par le gouvernement ou les administrateurs locaux et encore moins préparés aux changements technologiques tel la vaccination des animaux, l'introduction de nouvelles races ou plus simplement, l'engrangement.

C'est donc plus en spectateurs qu'en acteurs que les pasteurs mongols suivront le mouvement de collectivisation. Voyant leur niveau de vie diminuer, ils devront accepter de modifier plusieurs de leurs habitudes, alors qu'ils seront laissés pour compte quand viendra le temps de réorganiser la production. Du début de 1966 à la fin des années 70, le mouvement aura réussi à leur imposer une nouvelle structure administrative, structure qui se veut de l'idéologie collectiviste mais qui se faisant, dénature le rôle et la fonction traditionnelle du pasteur mongol en le transformant en simple "berger", gardien des troupeaux de l'Etat. Cette dernière transformation ne sera pas elle non plus sans conséquences sur l'environnement physique et social des steppes mongoles, dont les années 70 seront les tristes témoins.

Démobilisation sociale et détérioration des paysages: 1970-1976

Si on pouvait résumer le contexte général de la Chine des années 70, on dirait sans doute qu'il s'agit d'une période principalement dominée par de grands mouvements politiques, dont l'objectif était de faire la preuve que le socialisme était un régime supérieur tant par son taux de croissance économique que par sa vocation sociale. Reprise dans le contexte quotidien des pasteurs mongols, ce que cette affirmation signifie, c'est un excès de zèle et de mesures socio-économiques visant à augmenter le niveau de production et, supposément, à améliorer la qualité de vie de ces derniers.

La liste de ces mesures pourrait être longue, aussi nous nous contenterons d'en énumérer quelques-unes qui, à notre avis, montrent bien l'écart qui pouvait exister entre administrateurs et éleveurs. Premièrement, l'établissement de quotas toujours de plus en plus élevés pour le nombre de bêtes par brigade, comme critère de rentabilité, sans tenir compte du ratio bétail/superficie des terres. Mesure qui à moyen terme aura comme effet une surpopulation animale. Deuxièmement, l'introduction de cultures potagères sous prétexte d'améliorer la diète des éleveurs, avec comme résultat l'érosion des sols. Troisièmement, l'importation de nouvelles races plus productives, mais mal adaptées aux conditions locales. Enfin, la multiplication de hameaux - chefs-lieux de la commune, de la coopérative, de la brigade sans égard aux modifications qu'ils apportent aux pâturages. En résumé, une série de mesures dont la conséquence première est la détérioration des pâturages et du cheptel en général: et si les chiffres sont éloquentes quant au nombre, ils le sont moins en ce qui concerne la qualité.

Ainsi, en 1981, une première mission exploratoire de la Banque mondiale trait des conclusions alarmantes sur l'avenir de cette région. On y indiquait entre

autres que la surpopulation animale, que nous attribuons au manque de connaissance des administrateurs locaux sur l'élevage proprement dit, avait fini par rompre l'équilibre écologique de la région, entraînant une érosion presque irréversible des pâturages et une rapide détérioration du cheptel. On y rapportait des problèmes gradissants de malnutrition et conséquemment, une diminution importante du facteur de reproduction accompagnée d'une augmentation tout aussi importante des maladies infectueuses. De l'avis des agronomes faisant partie de la mission, un tel résultat était d'abord redevable d'une mauvaise gérance pastorale et de l'introduction de techniques plus nuisibles que productives.

Menée un peu plus de dix ans après l'introduction du système des coopératives d'élevage, cette étude vient confirmer l'hypothèse du transfert de responsabilité en faveur des cadres locaux et au détriment des pasteurs mongols, qui depuis des siècles, avaient su gérer leur troupeau sans rompre cet équilibre naturel, dont dépend leur survie. En voulant en faire de simple bergers, le gouvernement s'est coupé par la même occasion d'un capital de connaissances accumulé au cours de plusieurs dizaines de décennies et en moins d'une, aura presque réussi à annuler les longs efforts de toute une communauté d'éleveurs.

TABLEAU B

COLLECTIVISATION DES ELEVEURS MONGOLS, 1952-1958

(Unité, famille)

Année	Nombre qui ont joint les équipes d'entraide	Nombre qui ont joint les coopératives	Nombre qui ont joint les brigades de production
1952	4 657	32	4 625
1953	8 600	32	8 568
1954	33 411	140	33 271
1955	32 992	341	33 651
1956	53 189	15 371	37 818
1957	68 082	22 064	46 018
1958	81 511	67 855	13 656

TABLEAU C

NOMBRE DE BETES RAMI, 1936-1978

Année	Nombre total	Gros bétail
1936	9 376 100	2 470 200
1947	8 281 800	2 680 800
1949	9 408 200	3 103 700
1952	15 720 400	4 447 900
1957	22 394 500	5 465 500
1958	24 472 000	5 538 600
1959	28 020 000	-
1965	41 176 000*	-
1976	38 670 000	-
1978	39 020 000	-

*La baisse de population entre 1976-1978 est due à d'importantes précipitations de neige, pendant l'hiver 1977, qui ont causé la mort de plusieurs centaines de milliers de têtes.

*Ces données viennent du bureau de statistique pour la période allant jusqu'à 1959. Les autres données sont le regroupement d'informations de différentes sources, tels les journaux et les revues.

Conclusion

Pris dans son ensemble, le phénomène de collectivisation des pasteurs mongols se résume à quelques points positifs, comme celui d'une meilleure répartition des services de santé et une augmentation moyenne du niveau d'alphabétisation et de scolarité, alors que les aspects négatifs ressortent avec beaucoup plus d'évidence: disparition des pratiques religieuses, diminution importante de revenu, perte du "droit de gérance", nouvelle division des tâches de travail, augmentation des tensions ethniques, tendance à une transformation vers une économie agro-pastorale ou à la sédentarisation, surpopulation animale et détérioration de la qualité des cheptels, enfin érosion des pâturages.

Un tel bilan semble lourd à première vue et il nous porte à nous demander s'il faut en imputer la cause uniquement au phénomène de collectivisation, ou s'il n'y aurait pas plutôt d'autres facteurs tout aussi importants, responsables de tels bouleversements? A notre avis, la réponse réside dans la perception que l'on a du phénomène de collectivisation. Le considérant comme l'institutionnalisation économique et politique de l'idéologie d'un parti communiste, il n'est qu'en partie responsable du sort des pasteurs mongols, puisque la relation directe entre la collectivisation et l'aliénation politico-économique des pasteurs est beaucoup plus redevable de l'idéologie propre au Parti communiste chinois et qu'à cet égard le poids des différences ethniques y est sûrement beaucoup plus important que celui

de l'alignement politique.

Ce que nous aura montré cette étude, en dernière analyse, c'est que la collectivisation des pasteurs mongols de la RAMI est un phénomène politico-ethnique qui s'est soldé par un échec aux niveaux économiques et politiques et dont la cause première est l'aliénation des éleveurs au profit d'une élite administrative et politique incapable d'en assumer la charge.

NOTES

- 1- D. Rosenberg, "The Collectivization of Mongolia's Pastoral Production" in Nomadic Peoples, 1981, no. 9, p. 36.
- 2- Neimenggu zizhiq gaikuang (Aperçu général de la RAMI), Editions populaires de Mongolie intérieure, Huhehaote, 1961, p. 2.
- 3- Pour les autorités chinoises qui cherchent à rentabiliser l'élevage sur la base de critères établis par le commerce international, ceci signifie entre autres, l'introduction d'espèces beaucoup plus fragiles et inaptes au long déplacement.
- 4- Il faut comprendre que puisque les régions du sud sont plus clémentes l'hiver et sont maintenant inaccessibles aux pasteurs mongols, ceux-ci voient l'habitation permanente comme plus avantageuse.
- 5- Neimenggu zizhiq nong-muye shenchang peizhi wenti de chubu yanqiu (Etudes préliminaires sur la question de la répartition de la production agricole et de l'élevage de la RAMI) Beijing, Académie des sciences de Chine, section géographie, Editions des sciences, 1958, p. 43-44.

N.B.: Les tableaux ont été tirés de Neimenggu zizhiq non-muye shenchang peizhi wenti de chubu yanqiu (voir ci-haut).

Gervais Lavoie
Département d'anthropologie
Université de Montréal
Montreal, Quebec